



SRI LANKA

Etat stockeur de BASM

Pays stockeur et
utilisateur présumé de
mines antipersonnel

**HANDICAP
INTERNATIONAL**

Bombes à Sous-Munitions

PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION¹

Pays suspecté d'être pollué par les bombes à sous-munitions : oui.

Production: Le Sri-Lanka n'a pas produit pas de bombes à sous-munitions en 2008.

Transfert : Le Sri Lanka déclare n'avoir réalisé aucun transfert officiel de bombes à sous-munitions.

Stockage : Le Sri-Lanka stocke des BASM

Utilisation: Les forces de sécurité sri-lankaises (FSS) et les Tigres de libération de l'Eelam Tamouls (TLET) nient toute utilisation de BASM. Des présomptions portent cependant sur l'utilisation de ces armes dans le pays en 2008 et 2009. Toutefois aucune preuve tangible de ces utilisations n'a été apportée.

POSITIONNEMENT

Convention sur les Armes Classiques (CCW): Le Sri Lanka est partie à la CCW.

Protocole V sur les restes explosifs de guerre: Le Sri Lanka n'a pas ratifié le protocole V.

Processus d'Oslo:

Le Sri Lanka n'a pas participé au processus d'Oslo et n'a pas signé le traité d'interdiction des BASM. Le gouvernement ne s'est pas positionné sur l'interdiction des BASM.

¹ Sources : Cluster Munition coalition

PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

Les deux décennies de conflit entre les forces de sécurité sri-lankaises et les Tigres de libération de l'Ealam Tamouls ont conduit à une très forte pollution du pays par les mines et par les restes explosifs de guerre.

. En 2005, avant la reprise des affrontements, un rapport publié par le gouvernement sri-lankais faisait état de :

- 308 zones minées (12,6 km²) réparties sur 8 régions et 136 km² de zones suspectées d'être polluées
- 730 villages minés (dont 173 dépollués depuis et 250 en cours de dépollution)

. La reprise des affrontements, mi-2006 conduit à de nouvelles contaminations par mines et engins non explosés. Le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) recensait le 31 décembre 2007 :

- 29 km² de territoires minés, 523 zones suspectées d'être touchées et 99 km² de territoires pollués par les restes explosifs de guerre.

La péninsule nord de Jaffna, épice de combats, est l'une des zones les plus lourdement touchée. La moitié des mines polluant le Sri-lanka se trouverait dans cette zone, touchant 228 villages. Les districts de Kilinochchi, Mullaittivu, Mannar, Vavuniya, Ampara, Batticaloa et Trincomalee sont également pollués suite au conflit.

La présence des mines et des engins non explosés fait courir un risque vital aux personnes déplacées (elles étaient 182 802 en mai 2008, selon le Haut Commissariat aux Réfugiés) et représente un obstacle à leur retour. Par ailleurs, la présence de mines et d'engins non explosés entravent également lourdement toute reprise économique.

Production : Les autorités sri-lankaises déclarent ne pas produire de mines antipersonnel. Plusieurs types de mines³ ont été produits par le passé par les TLET.

Transfert : Les autorités sri-lankaises déclarent n'avoir jamais transféré de mines. Il semblerait que le pays ait importé des mines antipersonnel de Chine, d'Italie (et/ou de Singapour), de Singapour, du Pakistan, du Portugal et peut-être de Belgique et des Etats-Unis.

Stockage : Le pays n'a fait aucune déclaration officielle sur ses stocks de mines.

Utilisation : Le gouvernement sri-lankais nie toute utilisation de mines antipersonnel. Cependant, de fortes présomptions portent sur l'utilisation de mines par les forces de sécurité sri-lankaises en 2007 et 2008. C'est la première fois depuis l'accord de cessez le feu de février 2002 que des allégations aussi sérieuses sont tenues.

Entre février 2002 et mai 2006, aucune utilisation de mines antipersonnel par les TLET n'a été recensée par l'Observatoire des Mines. Depuis mai 2006, les forces de sécurité sri-lankaises accusent les TLET d'utiliser des mines et font état de très nombreuses saisies de ces armes dans les arsenaux des TLET. En octobre 2006, les TLET ont nié publiquement utiliser des mines antipersonnel. Aucune déclaration n'a été faite depuis cette date.

POSITIONNEMENT

Traité d'Ottawa : Le Sri Lanka n'est pas partie au Traité d'Ottawa. Le gouvernement sri-lankais a fait savoir en 2006 à l'occasion de la 7^e réunion des Etats Parties, que l'adhésion du pays au Traité d'interdiction des mines était conditionnée par la résolution du conflit avec les TLET et par l'engagement de ceux-ci de ne plus utiliser de mines antipersonnel.

Plus d'infos :

www.sous-munitions.fr

www.handicap-international.org

² Sources : *Landmine Monitor report 2008*, ICBL, novembre 2008

http://www.icbl.org/lm/2008/countries/sri_lanka.php

³ Jony 95, Rangan 99, jony 99, SN 96, et plusieurs variantes de cette dernière.